

# **NOTES D'ALLOCUTION**

**prononcées par**

**Hassan Yussuff  
Président**

**du**

**Congrès du travail du Canada**

**pendant le**

**32<sup>e</sup> Congrès de la Fédération des travailleurs et  
travailleuses du Québec**

**Centre des congrès de Québec  
Québec, QC**

**Le 25 novembre 2019**

Merci de m'avoir invité.

Je suis heureux de me trouver parmi vous en ce jour où nous nous préparons à aller de l'avant avec un Parlement nouvellement élu plus progressiste.

Après les élections de 2015, le mouvement syndical canadien a réalisé d'importants progrès dans l'amélioration de la vie de tous.

Grâce à leurs efforts acharnés et à leur coopération, les syndicats ont réussi à améliorer la vie de tous au Canada :

- En élargissant les régimes de pensions publics, obtenant la première bonification des prestations depuis l'instauration du RPC et du RRQ et permettant aux travailleuses et travailleurs de transférer leurs pensions d'un emploi à l'autre;
- En protégeant les personnes qui font l'objet de violence conjugale;
- En ajoutant des milliards de dollars au financement de projets d'infrastructure;
- En faisant de l'assurance-médicaments une priorité nationale;
- En faisant échec au projet de loi C-27, qui aurait eu des effets dévastateurs sur les travailleurs et travailleuses;
- Et en assujettissant l'équité salariale à une loi.

Ce sont des progrès considérables obtenus grâce à quatre années d'efforts intenses.

Ce sont de véritables progrès pour les membres de la population, et ce n'est qu'un début.

Les élections étant achevées, nous pouvons poursuivre notre chemin vers la justice.

Le 21 octobre, l'électorat a transmis un message clair.

Il a choisi de garder Justin Trudeau comme Premier ministre mais l'a placé à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Ce qui importe encore plus, c'est que l'électorat a choisi de rejeter Andrew Scheer et la politique de peur et de division des conservateurs.

Un gouvernement minoritaire peut être difficile à diriger mais peut présenter d'excellentes occasions.

**Nous n'avons jamais été mieux en mesure de mettre en œuvre un régime public universel d'assurance-médicaments.**

Notre système morcelé d'assurance-médicaments sur ordonnance est **inefficace et très coûteux**.

Actuellement, **3,5 millions de Canadiennes et Canadiens** n'ont pas les moyens d'acheter leurs médicaments.

Nous croyons que toute personne qui a une carte d'assurance-maladie devrait bénéficier d'une assurance couvrant les médicaments dont elle a besoin.

Dans sa plateforme électorale la plus récente, Justin Trudeau nous a indiqué qu'il franchirait les prochaines étapes critiques en vue de la mise en œuvre d'une assurance-médicaments nationale universelle.

Le syndicat du Canada se sont engagés à travailler avec l'actuel gouvernement pour s'assurer qu'il tienne ses promesses.

Ils s'assureront notamment que l'on commence vraiment à donner suite aux recommandations du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments.

L'instauration de l'assurance-médicaments serait historique et accroîtrait l'accès de tous à l'équité.

Quand nous parlons d'équité, nous entendons **l'équité pour les travailleuses et les travailleurs**.

Au Canada, environ quatre millions de travailleurs et travailleuses gagnent 15 \$ l'heure ou moins. Et nous savons que les femmes sont surreprésentées dans les emplois à bas salaire. Ce n'est pas une rémunération suffisante pour faire vivre une famille, faire des études ou simplement vivre dans la dignité.

Saviez-vous que la législation fédérale ne prévoit pas de salaire minimum?

Il est temps d'instaurer **un salaire minimum de 15 \$** dans les lieux de travail relevant de la compétence fédérale et de l'indexer sur la croissance des salaires. Cela inciterait nettement de nombreuses provinces à en faire autant. C'est là le genre d'exemple qu'Ottawa doit donner.

Actuellement, vous incitez le gouvernement du Québec à porter le salaire minimum à 18 \$ l'heure pour permettre aux Québécoises et Québécois d'échapper à la pauvreté et pour attirer plus de travailleuses et de travailleurs car la province a une pénurie de main-d'œuvre.

Nous vous appuyons.

Nous savons que l'augmentation du salaire minimum réduit le roulement du personnel et stabilise les emplois. Nous savons que l'augmentation du salaire minimum peut aider à réduire la pauvreté et l'inégalité. Elle est bonne pour les familles et pour l'économie.

Ses avantages sont trop importants pour qu'on la néglige, et il est temps d'y voir.

### **Tribunal de la sécurité sociale**

En 2018, des personnes représentant le mouvement syndical et les employeurs ont tenu une réunion de deux jours à Gatineau afin d'arriver à un consensus sur la réforme de la procédure d'appel de l'assurance-emploi.

Le système mis en place par le gouvernement Harper était trop coûteux, inefficace et inéquitable, et il ne répondait pas aux besoins des prestataires.

Nous avons établi un consensus pour annuler les changements et rétablir la reddition de comptes et la transparence dans la procédure. Cependant, le délai prévu par le gouvernement à cette fin est trop long.

Le gouvernement sait que le système actuel est injuste et inutilement complexe.

Les gens ont besoin d'aide dès maintenant; nous ne pouvons pas attendre jusqu'en avril 2021 pour que la réforme entre en vigueur.

Le CTC continuera à faire des pressions pour accélérer la réforme, et je tiens à remercier vos dirigeants d'appuyer nos efforts.

Au cours des élections fédérales de 2019, les travailleurs et les travailleuses se sont mobilisés pour transmettre un message clair : ils n'ont pas oublié la décennie de réduction des services, d'atteinte aux droits des travailleurs et travailleuses et de division à laquelle ont présidé les conservateurs.

L'électorat nous a donné une minorité libérale.

Nous devons travailler avec le parlement minoritaire pour voir à :

- l'instauration d'une assurance-médicaments nationale et universelle à payeur unique;
- l'adoption de forts objectifs relatifs aux changements climatiques;
- la fixation d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure;
- et l'amélioration du RPC, du RRQ et de la SV pour protéger les aînés du Canada.

Voilà les tâches que nous avons à accomplir – et les enjeux n'ont jamais été plus clairs.

Le 27 septembre, des millions de jeunes sont descendus dans la rue au Canada et dans le monde entier afin d'exiger que des mesures soient prises pour lutter contre les changements climatiques. À Montréal, plus d'un demi-million de personnes ont défilé dans les rues – ce fut la grève la plus importante que la ville ait connue. Il s'agit de l'enjeu le plus important de notre époque, et les gens se tournent vers le mouvement syndical pour qu'il y réponde.

Quand des millions de jeunes descendent dans la rue pour inciter à l'action sur les changements climatiques, il nous incombe de leur répondre en présentant des plans de transition juste.

Quand les familles voient monter en flèche leurs factures de médicaments, nous faisons écho à leurs préoccupations et nous militons en faveur de l'assurance-médicaments universelle.

Et c'est le mouvement syndical qui répond à l'appel des travailleurs et travailleuses à un travail plus sécuritaire et à un avenir meilleur.

Nous continuerons à indiquer sans équivoque que nous ne pouvons pas reculer en matière d'emploi, de programmes sociaux, de changements climatiques et d'équité ou de justice.

Nous avons élu un gouvernement qui s'est engagé à accroître la justice dans la vie de tous les Canadiens et les Canadiennes, et il nous appartient de voir à ce qu'il tienne ses promesses.